ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 4 MAI

Hanoune promet une campagne «patriotique et offensive»

La secrétaire générale du PT, qui pilote la liste du parti à Alger pour la cinquième fois de suite, promet une «campagne électorale patriotique, offensive, militante et résistantielle» en prévision des élections législatives du 4 mai prochain.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Louisa Hanoune, qui s'exprimait, hier, devant les cadres du parti de la capitale et les têtes de listes des wilayas du centre du pays, n'a certes pas décliné son programme électoral, préférant s'en tenir aux délais impartis par la loi pour ce faire, mais elle en a fait part de la quintessence.

Une campagne qui sera, a-t-elle dit, «offensive, militante et résistantielle» car il s'agit d'élections «charnières» pouvant constituer une sorte de «référendum contre la politique de décadence, de régression et de prédation». Et de promettre, dans ce sillage, une «campagne patriotique pour défendre la souveraineté du pays et présenter des solutions aux problèmes de la décadence». Une campagne, a-t-elle encore estimé, qui ne sera pas dogmatique et vise à démentir ceux qui soutiennent que «la crise est la conséquence de la chute des prix du pétrole alors qu'elle est due à la prédation et au siphonnage de l'argent public par l'oligarchie et les mafias. Une crise également liée à la discrimination vis-à-vis des impôts et la corruption». Pour Hanoune, il sera question de prouver que «si on lutte contre ces dérives, on peut contenir la crise et éviter l'austérité».

Abordant la généralisation de la licence d'importation qu'elle trouve comme «une chose positive», la secrétaire générale du PT a, cependant, estimé que celle-ci «ne met pas fin au monopole du privé», s'interrogeant à juste titre : «Pourquoi pas un monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, du moins de façon temporaire pour maîtriser le marché ?» Car, a-t-elle argumenté, «l'Etat seul peut réguler le marché à travers le plafonnement des marges de bénéfices des commerçants et par l'inondation du marché».

Considérant que «ce régime devait partir en 1988 et que son maintien a fait payer au pays un prix fort jusqu'à le menacer à travers une "somalisation"», Hanoune a soutenu que son parti «ne sera jamais touché par la mafiotisation de la pratique politique», affirmant attendre à ce que les services de sécurité et la justice «sévissent contre les corrompus et les corrupteurs» concernant les nombreux cas d'achat des signatures d'électeurs de parrainages des listes de candidatures, les femmes et les jeunes à «sanctionner les partis responsables de la décadence et de la régression» et de la «collusion entre l'argent et la politique» et à «faire échec aux prédateurs internes et externes».

M. K.

Photo : Samir Sid

Hanoune veut prouver que l'austérité peut être évitée.

AMARA BENYOUNÈS :

«La rue n'apporte pas la démocratie»

Le président du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounès, a appelé hier à une large participation lors des législatives du 4 mai, exhortant particulièrement les jeunes à faire leur devoir électoral.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Réunissant hier à la salle Ali-Maâchi (Safex) les têtes de listes du parti pour les législatives ainsi que les cadres du MPA, Amara Benyounès a appelé à rendre obligatoire l'acte de voter, seul rempart, selon lui, contre les dérives et les «accidents de l'Histoire qu'a symbolisés la victoire des obscurantistes du FIS lors des législatives de 1991. «Les Algériens doivent sortir pour voter massivement (lors du scrutin du 4 mai, Ndlr), a dit Benyounès à l'ouverture de la réunion. Ils doivent aller voter en force, car une participation massive est synonyme d'une assemblée élue crédible et légitime».

L'ancien ministre du Commerce estime qu'il n'y a pas d'autre alternative au vote, caricaturant les partis qui participent aux élections «mais qui anticipent dans le même temps la fraude». Pour M. Benyounès, à travers un vote massif, les Algériens vont donner un «signal fort» aux étrangers, proclamant que le taux (important) de participation est «un rempart contre les ingérences extérieures». Il en appelle aux partis politiques et notamment les candidats afin d'entreprendre un travail de sensibilisation à l'adresse de la jeunesse et la convaincre de la nécessité d'aller voter. «Les élections sont importantes, voire vitales, dans la mesure où on vote pour un Parlement qui sera amené à légiférer en votre nom», a-t-il proclamé. Et, se voulant plus concret, Amara Benyounès a appelé à rendre obligatoire l'acte de voter. «Nous devons arriver à ce niveau et les Algériens auront à choisir, alors, ceux qui vont les représenter», a souligné le président du MPA qui reste convaincu que «la rue n'apporte pas la démocratie», en référence aux soulèvements populaires en Tunisie, en Égypte et en Libye qui ont certes mis fin au règne des dictateurs mais qui, selon Benyounès, ont débouché sur le chaos et le désenchantement. Pour les élections législatives, le MPA sera présent avec 47 listes électorales dont une représentant la France.

Lors de la confection des listes électorales, le MPA a fait la part belle à la femme et à l'élément jeune. Trois femmes ont ainsi été désignées têtes de liste du MPA respectivement à Annaba, Adrar et Paris (France). Tandis que la plus jeune tête de liste du parti est un militant de 28 ans originaire du Sud.

Sous le slogan de la «démocratie douce», la campagne électorale peut donc commencer pour les militants et candidats du parti qui est à son 4e anniversaire. Et une première expérience parlementaire, le parti étant déjà présent dans les assemblées locales. Le chef de parti a longuement insisté sur le travail de proximité.

Y. D.

Photo : NewPress

Amara Benyounès appelle à un vote massif.

4 ANS APRÈS SA CRÉATION

Le parti El Binaa tient son congrès

Mustapha Belmehdi, ancien compagnon de Mahfoud Nahnah et Mohamed Bouslimani, a été plébiscité hier, à l'âge de 75 ans, à la tête du parti El Binaa, lors du premier congrès du parti tenu à la salle Al Saoura du Palais des expositions des Pins-Maritimes (Safex).

Fondé en 2013, El Binaa fait aujourd'hui partie d'un front à trois avec deux autres formations islamistes (Ennahda et El Adala) un mariage de circonstance en prévision des législatives du 4 mai durant lesquelles les islamistes veulent peser. D'ailleurs, le congrès d'hier a vu la participation de leurs compères de l'alliance El Binaa-Nahda-Al Adala, Abdellah Djaballah et Mohamed Douibi, respectivement SG d'Ennahda et du FJD (Adala).

Après son plébiscite, Mustapha Belmehdi a reconnu la difficulté de la mission qui lui a été déléguée, tout en soulignant qu'il œuvrera dans le même sens que ses deux anciens compagnons, aujourd'hui disparus, afin de défendre un islam du juste milieu. Abordant les élections législatives de mai prochain, le président d'El Binaa estime que ce rendez-vous constitue «une chance pour sortir d'une crise multidimensionnelle : politique, économique mais aussi une crise de confiance».

A condition toutefois, a-t-il signifié, que les conditions soient réunies pour un scrutin juste et transparent et que la parole du peuple ne soit pas détournée, allusion aux soupçons de fraude que nourrit une bonne partie de la classe politique lors de ces élections.

Le chef islamiste considère que l'école et sa réforme «est une question stratégique» pour son parti faisant valoir qu'elle ne saurait être le seul apanage gouvernemental et «un terrain d'expérience pour les aventureux».

La tirade ne vise pas moins la ministre de l'Education, Nouria Benghabrit, que les islamistes de tout bord ne manquent pas de vilipender à cause de sa réforme osée de l'école.

Y. D.

DJAMEL OULD ABBÈS À PARTIR DE SÉTIF :

«Je suis un moudjahid qui ne s'achète pas»

Le secrétaire général du FLN Djamel Ould Abbès, qui a présidé hier à Sétif une rencontre des responsables du parti à Sétif et les têtes de liste du FLN de dix-huit wilayas de l'est du pays, a affirmé qu'il a déjoué un complot contre l'Algérie.

«Des gens ont fait des calculs pour 2019 et ils ont tenté de faire pression sur moi. Je suis resté comme un rocher. Ils ont tenté d'imposer des noms, j'ai refusé», a-t-il déclaré en faisant allusion à la corruption qui s'est érigée dans le choix des positions de tête de liste électorale. Pour le responsable du vieux parti politique du pays, le fait de ne pas mettre tous les postulants sur les listes du parti «n'est pas une marginalisation de ces derniers».

Djamel Ould Abbès a affirmé avoir accusé réception de centaines, voire de milliers de dossiers de candidature et que le choix des candidats était très difficile ; cependant, les critères arrêtés ont permis d'élaborer les listes rendues publiques.

Djamel Ould Abbès a également déclaré avoir fait l'objet de nombreuses pressions pour placer en tête de liste des personnes qui sont prêtes à payer le prix fort. «Vous avez vu ce qu'ont écrit les journaux, quand ils ne m'ont pas touché, ils ont tenté de faire pression sur moi autrement. Mais ils ont échoué. J'ai déjoué un complot contre l'État algérien, je n'ai pas marché avec eux et je ne marcherai pas avec eux. Ceux qui voulaient faire un chantage pour faire passer des noms, ils ont échoué sur toute la ligne. Je suis un moudjahid qui ne s'achète pas. Je fais partie de la race des moudjahidine qui ne trahissent pas et n'abdiquent pas», dira-t-il.

Le choix de la wilaya de Sétif et la commune de Aïn Azel pour préparer le lancement de la campagne électorale n'est pas fortuit. La liste des candidats choisis a fait beaucoup de mécontents, notamment au sud et au nord de la wilaya où les voix des militants risquent d'être compromises.

A ce sujet, Djamel Ould Abbès a invité les militants mécontents à retrousser leurs manches pour bien défendre les candidats retenus. «Celui qui aime l'Algérie et le FLN doit participer à la campagne électorale. Il doit défendre bec et ongles les candidats qui ont eu notre confiance pour représenter le parti et qui seront les élus du peuple.»

Imed Sellami